



APPEL GLOBAL 2015  
ACTUALISATION

- Bénin
- Burkina Faso
- Cap-Vert
- Côte d'Ivoire
- Gambie
- Ghana
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Libéria
- Mali
- Niger
- Nigéria
- Sénégal
- Sierra Leone
- Togo

# AFRIQUE DE L'OUEST

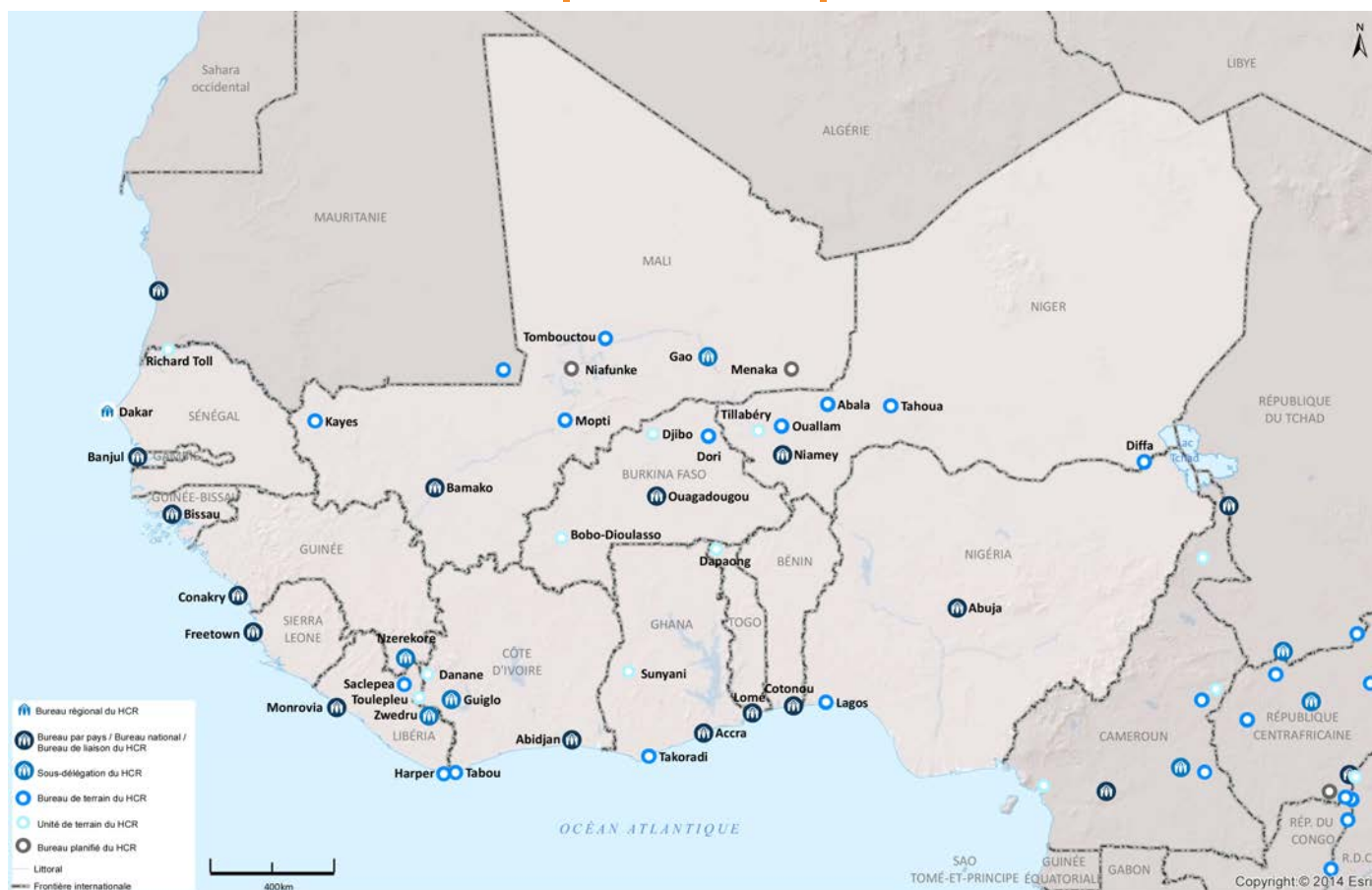


Réfugiés maliens au camp  
d'Abala (Niger).

HCR / H. DICKO



# | Aperçu |



Certaines parties de l'Afrique de l'Ouest sont toujours en proie à l'insécurité, notamment l'insécurité alimentaire au Sahel et diverses crises politiques. Des élections sont prévues en 2015 au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigéria et au Togo. Le HCR a mis au point plusieurs plans d'urgence avec les pays qui pourraient faire face à un afflux de population en cas de troubles post-électoraux. À l'échelon régional, et dans le cadre de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence, le HCR a également mis sur pied une équipe spéciale chargée d'observer les niveaux de menace et d'en rendre compte.

En 2014, les élections présidentielles organisées au Mali et l'amélioration relative de la sécurité dans le nord du pays ont incité un plus grand nombre de réfugiés maliens à solliciter une aide pour rentrer chez eux. Cependant, comme la situation sécuritaire demeure imprévisible dans certaines régions d'origine, la plupart des réfugiés n'ont pas encore regagné leur pays. Le HCR, en consultation avec les pays d'accueil et les autorités maliennes, communiquera aux réfugiés des informations sur la situation qui règne dans les régions d'origine, ainsi que sur les activités entreprises pour améliorer les conditions. En collaboration avec ses partenaires, l'Organisation veillera également à ce que les rapatriés soient intégrés dans des structures d'appui. Plus de 12 900 réfugiés ont bénéficié d'une aide au rapatriement en 2014 et l'on pense assister en 2015 au retour de 42 000 autres réfugiés, auxquels s'ajouteront environ 74 000 déplacés internes (estimation).

Les violents affrontements qui ont opposé les forces gouvernementales à des groupes armés dans le nord

du Nigéria ont déclenché d'importantes vagues de déplacement. Plus d'un demi-million de civils ont été déplacés à l'intérieur du pays, tandis que d'autres ont été chercher la sécurité de l'autre côté de la frontière, au Cameroun, au Niger et au Tchad. Rien n'indique que la crise humanitaire provoquée par ce conflit interne s'atténuera en 2015. Le HCR et les organisations partenaires ont déjà intensifié leurs réponses aux crises de réfugiés survenues dans les pays limitrophes en 2014, et ces efforts devront se poursuivre en 2015. Le Haut Commissariat a également pris des mesures pour collaborer plus activement à la protection des personnes déplacées au Nigéria, sous la houlette du Coordonnateur des opérations humanitaires récemment nommé.

Au-delà des défis politiques et des problèmes de sécurité, l'insécurité alimentaire persiste au Sahel. Le HCR soutiendra les réfugiés et les déplacés internes en leur fournissant davantage d'outils agricoles et s'efforcera dans le même temps de trouver d'autres solutions pour les réfugiés de longue date.

Par ailleurs, la propagation du virus Ebola en Guinée, au Libéria, au Nigéria, au Sénégal et en Sierra Leone, a d'ores et déjà fait 3 000 victimes. L'épidémie a des conséquences dramatiques sur l'activité sociale et économique en Afrique de l'Ouest et a entraîné la fermeture de certaines frontières. Bon nombre d'agriculteurs ne cultivent plus leurs champs dans les zones touchées, où les prix sont montés en flèche. De surcroît, l'épidémie d'Ebola a des répercussions sur les opérations du HCR, notamment sur l'opération de rapatriement des Ivoiriens réfugiés au Libéria, suspendue depuis juillet 2014. L'Organisation a maintenu sa présence dans les trois pays les plus touchés

mais a suspendu les missions non essentielles à l'intérieur et en direction des pays concernés par l'épidémie. L'application de mesures de quarantaine, en particulier au Libéria et en Guinée, empêche les réfugiés de quitter les camps pour exercer des activités génératrices de revenus et compléter ainsi leur ration alimentaire limitée, ce qui accroît leur dépendance vis-à-vis de l'assistance. Dans cette situation, il sera essentiel d'assurer un approvisionnement alimentaire suffisant pour prévenir et combattre la malnutrition.

Le HCR continue de mettre en œuvre ses stratégies régionales pour trouver des solutions à la situation prolongée de certains réfugiés, en étroite collaboration avec les gouvernements des pays d'accueil. La promotion d'un autre statut pour les réfugiés de longue date, leur permettant de résider dans leur pays d'accueil, sera une priorité sous-régionale.

## | Réponse et mise en œuvre |

*Les opérations du HCR en Côte d'Ivoire, au Libéria, au Mali et au Niger sont présentées dans des chapitres séparés.*

À l'échelle régionale, le HCR continuera à superviser neuf opérations ouest-africaines qui viennent en aide à plus de 150 000 réfugiés, en offrant également des conseils sur la protection et un appui aux programmes, par l'intermédiaire de son **bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest**. Celui-ci apportera un soutien en matière de coordination, d'orientation politique et de contrôle, ainsi qu'un appui technique, aux opérations du HCR au Bénin, en Gambie, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Nigéria, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo. En outre, la représentation régionale du HCR pour l'Afrique de l'Ouest coordonnera la réponse régionale aux situations d'urgence au Mali et au Nigéria. Elle continuera également d'assurer une fonction de coordination générale pour le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger.

Au **Bénin**, 219 réfugiés, principalement originaires de République centrafricaine et de Côte d'Ivoire, auront besoin de la protection du HCR en 2015. Grâce à la détermination du Gouvernement à trouver une solution définitive pour les réfugiés de longue date, le nombre de réfugiés présents au Bénin a considérablement diminué. Depuis janvier 2013, une stratégie orientée sur l'intégration sur place a été élaborée et mise en œuvre avec l'appui du HCR. Les réfugiés qui souhaitaient rester dans le pays ont été autorisés à y résider légalement pendant dix ans et se sont vu remettre les documents nécessaires à leur intégration sur place.

Au **Burkina Faso**, le HCR continuera d'offrir une protection et une assistance multisectorielle aux réfugiés, tout en encourageant leur autosuffisance. Si les conditions s'y prêtent, l'Organisation facilitera le rapatriement des réfugiés maliens qui souhaitent regagner leur pays et utilisera la réinstallation à la fois comme un instrument de protection et comme une solution durable pour les réfugiés les plus vulnérables. Le HCR assurera des services de santé dans les camps de réfugiés, en renforçant les services relatifs à la santé reproductive, au VIH et au sida, ainsi que des transferts vers les services de soins spécialisés. L'Organisation entend veiller à ce qu'au moins 5 000 enfants réfugiés soient scolarisés dans le primaire et bénéficient d'un enseignement de qualité en 2015. La construction d'abris de transition durables et la distribution de lots d'outils et de matériaux pour abris

seront également des priorités pour le HCR au Burkina Faso.

En **Gambie**, la plupart des réfugiés sont sénégalais. Plus de 8 000 d'entre eux vivent dans les zones rurales de Foni, situées le long de la frontière sénégal-gambienne, où ils sont dispersés dans plus de 50 villages. Quelque 1 200 réfugiés originaires de Côte d'Ivoire, du Libéria, du Sénégal et de Sierra Leone résident dans l'agglomération de Banjul. En 2015, dans le cadre de sa stratégie globale de recherche de solutions pour les réfugiés sénégalais, le HCR examinera la possibilité de procurer un autre statut aux réfugiés par le biais de la naturalisation, tout en continuant à étudier les moyens concrets d'autonomiser les réfugiés, moyennant la promotion d'activités de renforcement de l'autosuffisance.

En 2015, le HCR offrira protection et assistance à plus de 14 000 réfugiés, essentiellement ivoiriens et togolais, accueillis au **Ghana**. Le HCR encouragera l'autonomie par des formations et des activités génératrices de revenus afin d'aider les familles à passer de l'assistance à l'autosuffisance. La stratégie conjointe des Nations Unies, coordonnée par le HCR et le PAM, prévoit de supprimer l'aide alimentaire offerte à la population des camps d'ici mars 2015. Selon les estimations, quelque 2 000 personnes, principalement originaires de Côte d'Ivoire, devraient demander l'asile au Ghana en 2015. Environ 2 000 réfugiés togolais ont opté pour l'intégration sur place au Ghana et des négociations ont été entamées pour que des permis de séjour leur soient délivrés.

En **Guinée**, environ 6 600 réfugiés continueront d'avoir besoin de protection internationale et le HCR appuiera le rapatriement des Ivoiriens désireux de regagner leur pays.

La **Guinée-Bissau** continuera d'offrir l'hospitalité à plus de 8 400 réfugiés sénégalais vivant dans des zones rurales. Des négociations ont été entamées avec le Gouvernement afin de faciliter leur intégration sur place, moyennant l'octroi d'un autre statut juridique ou par la naturalisation. Avec le soutien des autorités, le HCR a élaboré une feuille de route pour faciliter la mise en œuvre d'une stratégie globale de solutions pour les Sénégalais réfugiés dans le pays.

En 2015, le bureau du HCR au **Nigéria** répondra aux besoins de protection de quelque 1 700 réfugiés reconnus

comme tels. Il continuera en outre à rapatrier les réfugiés camerounais. Le HCR renforcera sa présence et sa capacité dans le pays et observera les besoins de protection, en collaboration avec la Commission nationale des droits de l'homme, des ONG nationales et des représentants de la société civile. Il renforcera également la capacité des organismes publics en encourageant la formation aux principes fondamentaux de la protection, ainsi qu'à la gestion et à la coordination des camps. De concert avec ses partenaires, l'Organisation aidera les autorités à appliquer la Convention de Kampala, en renforçant leur capacité de suivi et d'intervention en matière de protection.

Au moins 15 800 réfugiés, dont plus de 13 500 réfugiés mauritaniens, vivent au **Sénégal**. Grâce aux cartes d'identité délivrées par les autorités sénégalaises, les réfugiés jouissent de droits économiques et sociaux. En l'absence de possibilités de rapatriement, le HCR

continuera à renforcer le processus d'intégration sur place en 2015.

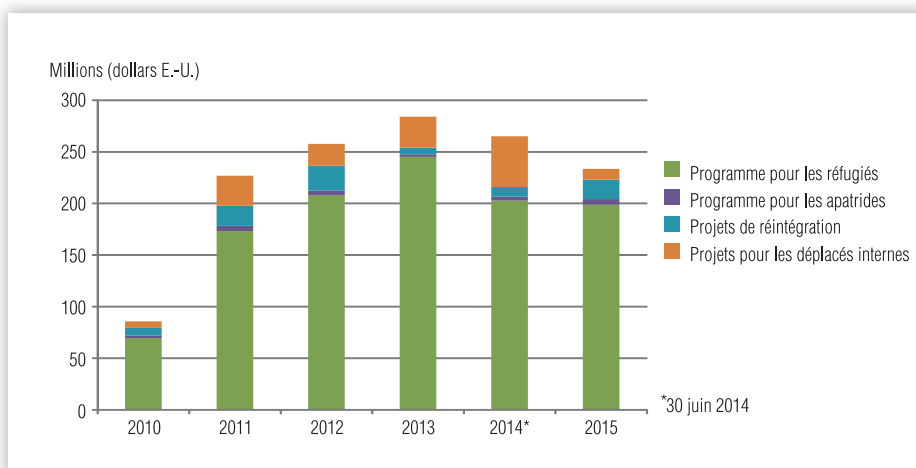
La **Sierra Leone** accueille environ 690 réfugiés libériens. Un groupe de quelque 270 Libériens, dont la nationalité n'a pas été confirmée pendant le processus de cessation, continuera de relever de la compétence du HCR en 2015 ; celui-ci recherchera des solutions pour remédier à la situation de ces individus.

Le **Togo** accueille plus de 2 800 réfugiés et 420 demandeurs d'asile, qui vivent en milieu urbain. La population de réfugiés urbains est composée à 85 pour cent d'Ivoiriens, résidant pour la plupart au camp d'Avépozo. Bon nombre des réfugiés ivoiriens devraient être rapatriés en 2015. Les Ghanéens arrivés après 2010 continueront à recevoir protection et assistance et le HCR poursuivra une stratégie de solutions durables pour les Ghanéens réfugiés de longue date dans le nord du Togo.

## | Informations financières |

### Budgets pour l'Afrique de l'Ouest | 2010–2015

Alors que les besoins financiers révisés pour l'Afrique de l'Ouest s'élevaient à 265,1 millions de dollars E.-U. en 2014, le budget sous-régional est fixé à 233,5 millions de dollars E.-U. en 2015. Depuis 2011, le HCR observe une augmentation des mouvements de population dans cette sous-région, qui a été touchée par plusieurs situations d'urgence.



### Budgets pour l'Afrique de l'Ouest | dollars E.-U.

Opération	BUDGET 2014 RÉVISÉ (30 juin 2014)	2015				TOTAL
		PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 3 Projets de réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	
<b>Burkina Faso</b>	<b>25 708 635</b>	20 167 209	0	0	0	<b>20 167 209</b>
<b>Côte d'Ivoire</b>	<b>27 337 841</b>	14 533 233	3 599 304	7 917 216	0	<b>26 049 754</b>
<b>Ghana</b>	<b>11 137 473</b>	10 693 861	0	0	0	<b>10 693 861</b>
<b>Guinée</b>	<b>4 874 471</b>	5 378 500	0	0	0	<b>5 378 500</b>
<b>Libéria</b>	<b>35 328 663</b>	25 278 092	0	0	0	<b>25 278 092</b>
<b>Mali</b>	<b>69 589 103</b>	48 598 107	0	10 754 399	8 058 010	<b>67 410 517</b>
<b>Niger</b>	<b>41 657 211</b>	31 526 607	0	0	0	<b>31 526 607</b>
<b>Sénégal - Bureau régional<sup>1</sup></b>	<b>49 438 494</b>	42 529 993	1 948 594	0	2 475 974	<b>46 954 560</b>
<b>Total</b>	<b>265 071 891</b>	<b>198 705 603</b>	<b>5 547 898</b>	<b>18 671 616</b>	<b>10 533 984</b>	<b>233 459 101</b>

<sup>1</sup> Inclut les activités au Bénin, en Gambie, Guinée-Bissau, au Nigéria, en Sierra Leone et au Togo.